



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure l'entreprise BC GRANULATS
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral 2018-0520 du 27 juillet 2020
l'autorisant à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la
commune de Cons-la-Grandville**

n° 2023-801
AIOT : 0003012271

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-1, L. 171-8, L. 511-1 et L. 541-3 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral 2018-0520 du 27 juillet 2020 autorisant la société BC GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville pour une durée de vingt ans ;

VU les constats faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 27 juin 2023 lors de la visite de contrôle de la carrière susvisée, consignés dans son rapport GK/NW/1720_2023 en date du 15 septembre 2023, dont copie a été transmise à la société BC Granulats, par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 15 septembre 2023, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur ces constats ;

CONSIDÉRANT que les constats formulés dans le rapport d'inspection susvisé constituent des manquements aux obligations de l'exploitant et à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018-0520 du 27 juillet 2020 et du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les dangers et inconvénients générés par le non-respect des prescriptions réglementaires susvisées pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société BC Granulats, dont le siège social est situé au 66 rue du Béarn – 54400 Cosnes-et-Romain, est mise en demeure dans le cadre de l'exploitation de sa carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires située sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville, de respecter strictement les prescriptions imposées par les articles 2.3.6, 3.1.4, 6.1.9, 8.1.1 et 9.1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 et de l'article L. 541.3 du code de l'environnement, notamment **dans le délai maximal de 2 mois à compter de la date de notification de la présente décision :**

- en transmettant à l'inspection des installations classées un exemplaire du plan d'exploitation et ses annexes mis à jour depuis moins d'un an (article 2.3.6) ;
- en réalisant une aire étanche permettant le ravitaillement, l'entretien, le lavage et le stationnement des engins de chantier. Dès réalisation, des photographies de ces aménagements seront transmises à l'inspection des installations classées (article 3.1.4) ;
- en transmettant à l'inspection des installations classées un exemplaire du plan de gestion des déchets d'extraction (article 6.1.9) ;
- en clôturant efficacement son site et en installant une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise ; en plaçant des pancartes signalant le danger le long des chemins d'accès aux abords des travaux ; en plaçant des panneaux « chantier interdit au public » sur les voies d'accès.

Dès réalisation, des photographies de ces aménagements seront transmises à l'inspection des installations classées (article 8.1.1) ;

- en aménageant la première mare correspondant à la phase 1 selon les prescriptions de l'article 9.1.1.1 ;

Dès réalisation, des photographies et une cartographie de l'emplacement des mares seront transmises à la DDT et à la DREAL lors de leur mise en place ;

- en évacuant les souches, considérées comme des déchets et déposées dans le domaine forestier adjacent (hors du périmètre de l'installation). Un dossier comprenant des photographies des opérations menées, accompagné des justificatifs de la destination finale des déchets dûment signés par le(s) responsable(s) des installations destinataires sera transmis à l'Inspection dès réalisation (article L. 541-3).

Article 2 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations rappelées et précisées par le présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par cette injonction, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il sera fait application des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - Case Officielle n° 38 – 54036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « *Télérecours Citoyens* » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Article 4 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société BC GRANULATS

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Cons-la-Grandville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le **16 OCT. 2023**
Le préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF

